

Unité départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

Prouvy , le (cf. date de signature)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Stoelzle de Masnières Parfumeries**

Route Nationale  
59241 MASNIERES

Références : 2022-V1-239

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement Stoelzle de Masnières Parfumeries implanté Route Nationale 59241 MASNIERES. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Stoelzle de Masnières Parfumeries
- Route Nationale 59241 MASNIERES
- Code AIOT dans GUN : 0007002425
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société STOELZLE DE MASNIERES PARFUMERIE est une verrerie produisant du verre creux (flaconnage) destiné à la parfumerie et aux cosmétiques. Cette verrerie a été rachetée par le groupe STOELZLE au groupe BORMIOLI ROCCO en 2014. Cet établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 20 mars 1989, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2016. Il est de plus soumis à l'obligation de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles conformément à la Directive IED, pour son activité relative à la rubrique 3330 – fabrication du verre.

Le rapport d'instruction du porter à connaissance en date du 08/02/2021 sur la modification du four 5 modifie l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juillet 2016, et autorise la production à partir de 2 fours fonctionnant au gaz naturel de capacités :

- four 3 : 135 tonnes/jour – reconstruction à programmer ;
- four 5 : 125 tonnes/jour.

Les fours des verreries ayant une durée de vie limitée, le four 3 a été « coulé » et mis en sécurité le 10 mai 2015 avant une reconstruction qui n'a pas encore été programmée à ce jour.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- articles 8.1.1 et 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du site en date du 22 juillet 2016 ;
- articles 2.1, 2.5 et 4.2 de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 8.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 8.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Risques	Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 2.1	/	Sans objet
Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 2.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection porte sur le respect des articles 8.1.1 et 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du site en date du 22 juillet 2016 et des articles 2.1, 2.5 et 4.2 de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725.

La visite d'inspection a permis de constater le non-respect de plusieurs prescriptions, pour lesquelles l'inspection a proposé une mise en demeure.

Remarque complémentaire :

Le site STOELZLE a fait l'objet d'un porter à connaissance urbanisme suite à l'APC du 22 juillet 2016, du fait d'effets thermiques (SEI, SEL et SELs) en dehors des limites du site, liés au phénomène dangereux "incendie bâtiments fours".

Les zones impactées sont la rue du Four, le chemin de halage le long du canal et les parcelles cadastrales suivantes de la feuille 5, section OA : 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141 et 1142.

Suite à des récentes acquisitions dans le cadre du projet de construction des bassins de confinement, l'ensemble de ces parcelles appartiennent à STOELZLE et entrent aujourd'hui dans le périmètre ICPE du site.

En conséquence, seule la rue du Four est impactée par des effets SELs, SEL et SEI, et le chemin de halage par des effets SEI, qui constituent des zones non constructibles.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques, qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2016, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;</li><li>- d'un où plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150) conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]</li><li>- ces appareils sont soit des bouches ou poteaux d'incendie alimentés par un réseau indépendant du réseau industriel capables de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, soit des réserves en eau de capacité minimale réellement utilisable de 120 m<sup>3</sup> accessibles en permanence pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours.</li></ul> L'alimentation de ces appareils peut être réalisée soit par la mise en station de moto pompe à proximité du canal de Saint Quentin soit par un système de pompe utilisant les forages existants sur site. Les caractéristiques globales des ressources en eaux d'extinction garantissent un débit minimum de 480 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. La disponibilité des ressources en eaux est telle qu'elle permet d'atteindre un volume minimum pour garantir les 1080 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction.
<b>Constats :</b> L'installation est dotée de moyens d'alerte des services d'incendie et de secours, situés au niveau du poste fusion et du poste de garde. L'exploitant a présenté son schéma d'alerte incendie disponible dans son POI.  L'installation est dotée de 6 poteaux incendie et de 2 aires d'aspiration dans le canal Saint-Quentin.  L'exploitant indique ne pas procéder aux mesures de débit des poteaux incendie. Il n'est donc pas en mesure de justifier du débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars.  L'exploitant indique ne pas procéder aux mesures de débit des groupes motopompes permettant

de s'alimenter dans le canal Saint-Quentin. Il n'est donc pas en mesure de justifier que les caractéristiques globales des ressources en eaux d'extinction garantissent un débit minimum de 480 m3/h durant deux heures.
La disponibilité des ressources est assurée par le canal.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Implantation – aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété.
<b>Constats :</b> La visite terrain a permis de constater que la cuve d'oxygène est bien implantée à plus de 5 m des limites de propriété du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Implantation – aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils doivent être accessibles, sur une face au moins, aux engins de secours.
<b>Constats :</b> La visite terrain a permis de constater la présence d'un portail d'accès au niveau de la cuve de stockage d'oxygène, permettant l'accès des engins de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/03/1997, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de : - un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence si la capacité de l'installation est supérieure à 30 tonnes mais inférieure ou égale à 75 tonnes d'oxygène,  Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie.
<b>Constats :</b> La visite terrain a permis de constater l'absence d'extincteur à poudre de 9 kg ainsi que l'absence de RIA armé au niveau de l'installation d'oxygène.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription